



RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 JAN. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231228-23_A_SE_0409-AR



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0409

du 28 DEC. 2023

Portant diminution de 7 places
d'accompagnement non médicalisé sur les
E.A.N.M. « Foyers d'hébergement des ESAT -
ADAPEI 86 » (principal et secondaires), gérés
par l'ADAPEI 86, par transformation de
l'offre médico-sociale

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles visé en ses articles D 313-2 et
suivants, L 313-1 et suivants et L 312-1 et suivants ;

VU l'arrêté n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0231 du 6 janvier 2020 fixant les conditions
d'habilitation à l'aide sociale des E.A.N.M. « Foyers d'hébergement des ESAT – ADAPEI 86 »
(principal et secondaires) ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0215 du 6 octobre 2022 portant diminution
de 9 places d'accompagnement non médicalisé sur les E.A.N.M. « Foyers d'hébergement des
ESAT – ADAPEI 86 » (principal et secondaires), gérés par l'ADAPEI 86, par transformation de
l'offre médico-sociale ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et des Moyens pour 2020-2024, signé le
27 juillet 2020 avec l'ADAPEI 86,

CONSIDERANT, dans le cadre du Contrat Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens
2020-2024, l'objectif de redistribution de l'offre progressive sur la période visée, menée par
l'ADAPEI 86, en faveur d'une prise en charge des personnes handicapées, orientée sur leurs
besoins et leurs attentes, nécessitant un redéploiement des moyens de foyers d'hébergement
vers les foyers de vie et service d'accompagnement à la vie sociale (fiche action n° 2),

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Vienne (ADAPEI 86), à SAINT BENOIT (86), est autorisée à transformer son offre médico-sociale de la façon suivante :

La capacité de l'E.A.N.M. « foyers d'hébergement des ESAT - ADAPEI 86 » est diminuée au 1^{er} janvier 2024 de 7 places d'accueil et d'accompagnement non médicalisé, soit une capacité globale passant de 71 à 64 places.

En conséquence, le capacité de l'E.A.N.M. « Foyer de vie Bleu Soleil » est augmentée de 3 places supplémentaires.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

1°) Entité juridique :

N° FINESS	860793074
Raison sociale	Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés (ADAPEI)
Adresse	11 AVENUE DES GROTTES DE PASSELOURDAIN BP 19 86280 POITIERS
Statut juridique	[60] Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique

2°) Entité géographique :

Entité établissement principal	E.A.N.M. «Foyer d'Hébergement des ESAT – ADAPEI 86 - Quartier Chilvert »
n° FINESS	860006253
Code catégorie	449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé
Adresse	Résidence Chilvert – 2 Rue de Chilvert 86000 POITIERS
Capacité	30

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
965	Accueil et accompagnement non médicalisé de personnes handicap.	11	Hébergement complet internat	010-	Tous types déficiences Pers. Hand.	30

Entité établissement secondaire	E.A.N.M. «Foyer d'Hébergement des ESAT – ADAPEI 86 - Résidence Soleil Bleu »
n° FINESS	860784453
Code catégorie	449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé
Adresse	Bâtiment 1 – 2 Rue Louise Michel 86000 POITIERS
Capacité	19

Toutefois, le gestionnaire est tenu d'informer le Département de la Vienne de toute variation des capacités par site à compter d'une variation de 5 places.

De plus, tout transfert vers une nouvelle adresse non mentionnée dans le présent arrêté devra faire l'objet d'une visite de conformité.

ARTICLE 6 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

L'arrêté n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0231 du 6 janvier 2020 fixe les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur, au regard de la capacité sus-mentionnée.

ARTICLE 7 : La présente autorisation ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 3 janvier 2032.

Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

Conformément aux décrets 2022-695 du 26 avril 2022 et 2022-742 du 28 avril 2022, l'évaluation est effectuée par un organisme accrédité par le COFRAC ou tout organisme européen équivalent et selon un calendrier défini par les autorités en charge des autorisations. L'établissement devra transmettre l'évaluation au Département et à la Haute Autorité de santé.

ARTICLE 8 : Le titulaire de l'autorisation transmet à l'autorité compétente une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1.

ARTICLE 9 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement des établissements par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

ARTICLE 10 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de

la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 11 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne (lavienne86.fr) et transmis au Représentant de l'Etat dans le Département.

Fait à POITIERS, le **28 DEC. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

S'LO

ID : 086-228600011-20231228-23_A_SE_0409-AR